

Au Sénégal, un scrutin test à deux ans de l'élection présidentielle

La coalition formée autour du président Macky Sall est favorite des législatives, prévues dimanche, à l'issue d'une campagne très tendue

Sauf surprise, la coalition qui soutient le président sénégalais, Macky Sall, devrait remporter la majorité des 165 sièges en jeu lors des élections législatives, organisées dimanche 30 juillet. La campagne s'est pourtant déroulée dans un climat tendu, parfois violent, marqué par le retour sur scène de l'ex-chef de l'Etat Abdoulaye Wade et des polémiques sur l'organisation du scrutin.

Surtout, Macky Sall, qui remettra son mandat en jeu en 2019, a un talent particulier pour se forger des opposants. L'emprisonnement de Karim Wade, condamné en 2015 à six ans de prison ferme et à une lourde amende, a de fait conforté le fils de son prédécesseur. Le chef de l'Etat sénégalais, en artisan de ses propres tourments, n'a pas empêché que l'histoire se répète avec Khalifa Sall, le maire de Dakar, inculpé de détournement de fonds publics et incarcéré.

Depuis mars, ce dernier a pu constater, derrière les barreaux de la prison de Rebeuss, l'envolée de sa cote de popularité et le ren-

forcement de son image de présidentiable, incarcéré pour des motifs politiques, selon ses partisans. La liste qu'il dirige malgré sa détention sera-t-elle en mesure d'emporter la majorité dans la capitale du pays, qui concentre le quart de la population sénégalaise? Ce sera l'un des premiers enjeux de ces élections.

Le dernier baroud de « Gorgui »

« Nous sommes sereins. On verra bien dans quelques jours si les Sénégalais acceptent que l'on détourne leur argent. Khalifa Sall est un détenu de droit commun. Que l'on soit opposant ou au pouvoir, on ne peut pas se soustraire au principe de redevabilité », déclare Hamidou Kasse, cadre de la coalition présidentielle et ministre-conseiller de Macky Sall, certain que ses concitoyens privilégieront « la stabilité institutionnelle et politique au danger d'une cohabitation que veut nous imposer l'opposition ».

« Si Macky Sall n'était pas revenu sur sa promesse de ramener son mandat de sept à cinq ans, l'élection présidentielle se serait dérou-

lée cette année. Malgré la présence de 47 listes dont certaines ont été poussées par le pouvoir pour affaiblir l'opposition, ces législatives sont une répétition du premier tour de l'élection présidentielle », analyse pour sa part une personnalité proche de Khalifa Sall. 2019 est déjà dans les esprits, et notamment dans celui de l'ancien chef de l'Etat Abdoulaye Wade.

« Gorgui » (« le vieux » en wolof), comme le surnomment les Sénégalais, est revenu le 10 juillet à Dakar. Après avoir une fois de plus banni le terme retraite de son vocabulaire, il a pris la tête d'une autre liste de l'opposition et enchaîné les bains de foule. A 91 ans, il n'entend ni siéger à l'Assemblée nationale ni revenir au Palais.

Ce dernier baroud de celui qui se dit « éternel » a, selon plu-

sieurs observateurs, pour objectif de préparer le retour de son fils Karim, aujourd'hui exilé au Qatar, en vue de la prochaine présidentielle. Quitte à ce que sa liste affaiblisse le poids de l'opposition lors de ces législatives.

Cinq ans après avoir été le prési-

BABACAR JUSTIN NDIAYE
politologue

dent le mieux élu de l'histoire du Sénégal (65,8 % des suffrages lors du second tour), Macky Sall n'a pas à rougir de son bilan. La croissance économique dépasse les 6,5 % et la confiance a été renouée avec les bailleurs internationaux.

Accusations de fraude

Le pouvoir n'a cependant pas pu éviter une polémique à la veille de ces élections. La controverse s'est nouée autour de la distribution des nouvelles cartes d'identité, faisant également office de cartes d'électeurs : sur un total de plus de six millions d'inscrits, environ 800 000 cartes n'ont toujours pas

été fabriquées. La présidence a proposé que d'autres pièces d'identité puissent permettre de voter, mais l'opposition dénonce une manœuvre pour organiser la fraude.

« C'est un capharnaüm électoral. L'Etat a dépensé 50 milliards de francs CFA [plus de 76 millions d'euros] pour organiser ces élections qui étaient inscrites dans le calendrier. Avec toute cette pa-

gaïlle qui semble programmée, on craint un dimanche électrique et des lendemains mouvementés », s'inquiète le politologue Babacar Justin Ndiaye, alors que les premiers résultats sont attendus dans la nuit de dimanche à lundi.

Le respect du verdict des urnes par l'ensemble des prétendants a constitué jusque-là l'un des socles sur lesquels s'est solidifiée la démocratie sénégalaise, vierge de tout coup d'Etat et fière de ses deux alternances pacifiques. L'intervention de la justice dans le champ politique et les rivalités personnelles de plus en plus affirmées la rendent aujourd'hui plus fragile. ■

CYRIL BENSIMON

LE PROFIL

Macky Sall

Président du Sénégal depuis avril 2012, Macky Sall, 55 ans, a construit sa carrière politique dans le sillage d'Abdoulaye Wade dont il fut le premier ministre, puis le président de l'Assemblée nationale. La rupture a été violente et M. Wade garde une solide rancœur contre lui depuis que son fils Karim a été emprisonné. Lors de son élection, Macky Sall avait bénéficié du large soutien de mouvements de la société civile et de partis politiques. Parmi eux, le maire de Dakar, Khalifa Sall - aucun lien de parenté - aujourd'hui opposant et en détention.